

> Moins d'impôts pour les entreprises contre moins de dépenses sociales

## L'UEL passe à l'offensive

L'Union des entreprises luxembourgeoises estime les transferts sociaux trop élevés alors que la compétitivité faiblirait.

JÉRÔME QUIQUERET

---

L'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) a repris 21 indicateurs de la compétitivité nationale tirés du rapport Fontagné pour la tripartite d'avril 2006 afin de dresser le profil de l'économie et proposer des réformes présentées lors de sa journée de la presse.

L'UEL dénonce en premier lieu une perte de compétitivité luxembourgeoise par rapport à ses voisines au vu de l'évolution des prix

(+2,7% en 2007 contre une moyenne européenne de 2,3%). Son président, Michel Wurth, appelle en conséquence à une «politique anti-inflationniste permettant de ramener le taux de variation des prix à un taux inférieur à celui de nos pays voisins». Elle relance dans ce contexte l'idée d'un plafonnement de l'indexation à 1,5 fois le salaire social minimum. La modération salariale et notamment une réforme du mécanisme de l'échelle mobile permettraient de freiner la progression des dépenses de personnel.

Par ailleurs, elle attend une réforme de l'impôt des sociétés cette année. Le gouvernement a mis sur pied un groupe de travail sur la fiscalité des entreprises. La réforme de 2000 avait fait baisser l'impôt

sur les sociétés de 7,07 points (à 30,38%). Il faudrait l'abaisser de nouveau. Elle préconise encore l'abolition de l'impôt sur la fortune qui touche les sociétés.

### «AGIR MAINTENANT»

L'UEL estime les «dépenses sociales à leur pointe maximale». Elle revendique leur «sélectivité». Pareille évolution permettrait de rediriger des dépenses jugées trop généreuses vers le «financement de l'avenir».

L'avenir, pour l'UEL, c'est notamment un régime général de pension qui ne serait plus garanti à long terme et menace ainsi de devenir une «tare pour les finances publiques». L'union patronale propose d'augmenter la part des salaires allant aux caisses de pen-

sion, de 24 à 40%. «Il faut agir maintenant plutôt que lorsqu'il y aura des déficits», suggère Michel Wurth.

De même, il s'agit de promouvoir la recherche et le développement, ou encore d'améliorer le système scolaire et donc la qualification des autochtones pour remédier au chômage. «Nous avons l'école la plus chère mais pas la meilleure», juge Michel Wurth. L'UEL salue par ailleurs une «politique d'immigration qui tient davantage compte des besoins de l'économie».

Par ailleurs, l'union dit accorder une place «primordiale» à la dimension énergétique qu'elle promet avec l'Institut national pour le développement durable et pour la responsabilité sociale des entreprises.